



Pandémie

L'économie fribourgeoise souffre comme jamais

/// Un tiers des actifs fribourgeois sont au chômage partiel. Plus de 5000 demandes d'allocations pour perte de gain ont été déposées.

/// Face à cette crise d'une ampleur inédite, le Conseil d'Etat a annoncé de nouvelles mesures de soutien hier, dont 6 mio pour le secteur du tourisme.

/// Le directeur de l'Economie, Olivier Curty, est favorable à un déconfinement relativement offensif, qui devra respecter les prescriptions sanitaires.

INTERVIEW. Directeur de l'Economie et de l'emploi, Olivier Curty joue un rôle important dans la crise liée au Covid-19. C'est dans son département que sont imaginées et appliquées les mesures qui doivent permettre de maintenir l'emploi et de relancer l'économie cantonale. A Fribourg, comme partout

en Suisse, les chiffres témoignent d'une crise inédite. Près d'un tiers des personnes actives sont au chômage partiel. Olivier Curty estime qu'un déconfinement rapide est souhaitable pour donner un peu de souffle à l'économie. Mais il se garde bien de toute prévision chiffrée sur l'avenir. **DM**



«Derrière ces chiffres, il y a des personnes et des familles»

Quel est l'état de l'économie fribourgeoise?

C'est une situation inédite, un coup de frein terrible, du jamais vu. Un tiers de la population active – 46 000 personnes – est en RHT (réduction d'horaire de travail). Certains ne touchent plus 100% de leur salaire. Nous avons aussi enregistré 5500 demandes d'APG (allocation pour perte de gain), dont un tiers a dû être refusé en raison de grosses lacunes dans l'indemnisation des indépendants.

Le nombre de demandeurs d'emploi est en forte hausse. Nous sommes passés de 7900 à 9100 depuis le 16 mars. Rien que la semaine dernière, nous avons comptabilisé 400 nouvelles inscriptions. C'est inquiétant parce que, derrière ces chiffres, il y a des personnes et des familles qui pourraient souffrir des conséquences sanitaires de cette crise économique.

Pourquoi cette hausse des licenciements, alors que le chômage partiel devait justement permettre de les éviter?

Avant que la Confédération ne décide d'élargir les ayants droit à la RHT, il s'agissait en majorité de temporaires et de

personnes engagées à la demande. Mais tout n'est pas négatif. La faillite de Favorol Papaux a par exemple été ajournée à la suite des décisions du Conseil fédéral. Nous avons pu intervenir par le biais de la RHT pour que les gens ne soient pas licenciés.

Vous êtes régulièrement en contact avec les patrons. Comment vivent-ils cette crise?

Il y a beaucoup d'inquiétude. Certains indépendants ont investi la totalité de leurs économies dans un petit commerce et tout s'effondre. C'est dur d'entendre cela. Mais nous avons aussi des retours positifs: le paiement des crédits s'est fait assez rapidement et nous avons traité les demandes de RHT en très peu de temps. Il reste encore quelques failles dans le filet de sécurité, notamment pour les indépendants.

L'économie suisse gagne un franc sur deux à l'étranger. Quelle est la situation des entreprises fribourgeoises?

Environ 50,3% du PIB fribourgeois, quelque 10 milliards de francs, est constitué d'exportations. Cela se passe de commentaires. La situation sanitaire en France, en Allemagne, aux Etats-

Unis, en Italie, au Royaume-Uni et en Chine aura forcément un impact sur notre capacité à exporter.

De plus en plus de voix affirment que le remède serait pire que le mal, que la crise économique, qui découle du confinement, mettrait davantage en péril la vie des gens que le virus lui-même.

C'est un vrai souci. Nous traversons une crise sanitaire sans précédent et nous avons pris les mesures nécessaires pour protéger la santé de la population et des employés tout en maintenant une activité économique. Nous avons refusé de céder à une certaine panique malgré les très fortes pressions. Mon téléphone a beaucoup sonné! Nous n'avons pas voulu ordonner – et c'était dur de ne pas le faire – la fermeture de tous les chantiers. Les résultats sanitaires nous ont donné raison. C'est à nous maintenant de relancer la machine, pour ne pas souffrir d'un second impact sanitaire lié à la crise économique. Le confinement doit durer le temps nécessaire, pas un jour de plus. DM



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

WWW.FR.CH

La Gruyère
1630 Bulle
026/ 919 69 00
www.lagruyere.ch/

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 13'357
Parution: 3x/semaine

Page: 2
Surface: 223'605 mm²

Ordre: 1088138 Référence: 76948773
N° de thème: 999.080 Coupure Page: 3/7

«Une solution rapide et adéquate pour les indépendants»

Le canton a débloqué une première enveloppe de 50 millions pour soutenir son économie. Quel montant a-t-il été utilisé?

J'aurais tendance à dire: «work in progress». Nous y travaillons chaque jour. Ce matin (n.d.l.r. : mardi), le Conseil d'Etat a décidé de soutenir le tourisme à hauteur de 6 millions (*voir ci-contre*). Il a aussi prévu des montants de 4,7 mio pour la culture, dans le cadre de l'aide fédérale, et de 2,4 mio pour des aménagements fiscaux. D'autres aides sont encore à l'étude, en particulier pour les indépendants, les baux commerciaux et la presse. Le Conseil d'Etat privilégie une approche sectorielle.

Ces soutiens, annoncés mercredi, font-ils déjà partie du deuxième train de mesures?

Financièrement, ils font encore partie des 50 millions, parce que nous n'avons pas complètement utilisé cette enveloppe. Le montant total dépendra vraiment des mesures. Nous ferons le nécessaire pour débloquer l'argent. Le canton a quand même réalisé un bénéfice de 80 millions en 2019. Si nous n'investissons pas maintenant, je me demande quand nous le ferons.

Le canton pourrait-il puiser dans sa fortune?

Cela se fait déjà indirectement avec ces 50 millions.

Cinquante millions, cela peut paraître peu...

Il ne faut pas se limiter à ce chiffre. Nous aurions pu annoncer 100 mio, mais cela n'aurait rien voulu dire sans mesures concrètes.

Fribourg a choisi de cautionner des prêts, tout comme le Conseil fédéral. Ces crédits transitoires ne font-ils pas que repousser le problème en endettant les entreprises?

Nous avons mis en place un système de cautionnement, mais la Confédération est arrivée avec une solution encore plus performante. Le canton intervient de manière subsidiaire et c'est une des difficultés. Il faut

agir en bonne intelligence et voir si les mesures de la Confédération couvrent les besoins de notre économie.

Les entreprises fribourgeoises qui demandent un cautionnement passent donc exclusivement par la Confédération, sans toucher à l'enveloppe de 50 millions?

C'est cela. Pour les entreprises, cela ne change rien. Sur le fond, pour répondre à votre question, cela ne fait effectivement que repousser le problème. C'est un soutien au niveau des liquidités qui ne résout rien au niveau structurel. Mais cela permet d'éviter les faillites et les licenciements.

Le canton serait-il prêt à offrir des soutiens à fonds perdus?

Nos propositions pour la culture et le tourisme sont déjà des soutiens à fonds perdus. Nous envisageons aussi d'autres mesures, mais elles devront être très ciblées. Nous devons pouvoir nous reposer sur des structures existantes, comme le fonds d'équipement touristique. Créer de nouveaux systèmes, ce n'est tout simplement pas possible.

Avez-vous constaté des abus?

Selon les banques, il y aurait quelques abus dans les demandes de prêt. Par rapport à la RHT, je ne pense pas. Nous n'avons pas refusé beaucoup de requêtes. Mais le montant réel versé ne sera déterminé qu'au moment du dépôt du décompte des sociétés.

Une partie des indépendants ne sont pas couverts par les allocations pour perte de gain. Que fait le canton?

Nous travaillons sur deux volets. Tout d'abord, nous faisons pression sur la Confédération via la Conférence des directeurs de l'économie publique. Nous avons beaucoup



insisté sur cette problématique des «laissés pour compte». Simultanément, nous préparons des plans B qui pourront entrer en vigueur si la Confédération n'agit pas ou pas complètement.

Nous voulons une solution rapide et adéquate pour les indépendants. Une intervention se justifie aussi pour rétablir l'égalité de traitement entre les bénéficiaires de la RHT (plafond de 3320 fr. par mois) et de l'APG (5880 fr.). Nous examinons également la question des loyers, dont le paiement est devenu impossible pour de nombreux commerçants. Le Conseil fédéral demande aux bailleurs et aux locataires de se mettre d'accord. Il faudra voir si une intervention étatique est malgré tout nécessaire comme à Genève.

Le Valais n'a pas attendu pour améliorer le filet de sécurité de ses petits patrons. Le canton de Fribourg ne devrait-il pas prendre les devants?

Nous y réfléchissons chaque jour, mais nous attendons vraiment la Confédération qui nous a promis une réponse au plus vite. Pour le Conseil d'Etat, cette question est au sommet de la pile des priorités. **DM**



«Nous préparons des plans B qui pourront entrer en vigueur si la Confédération n'agit pas ou pas complètement.»

OLIVIER CURTY



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

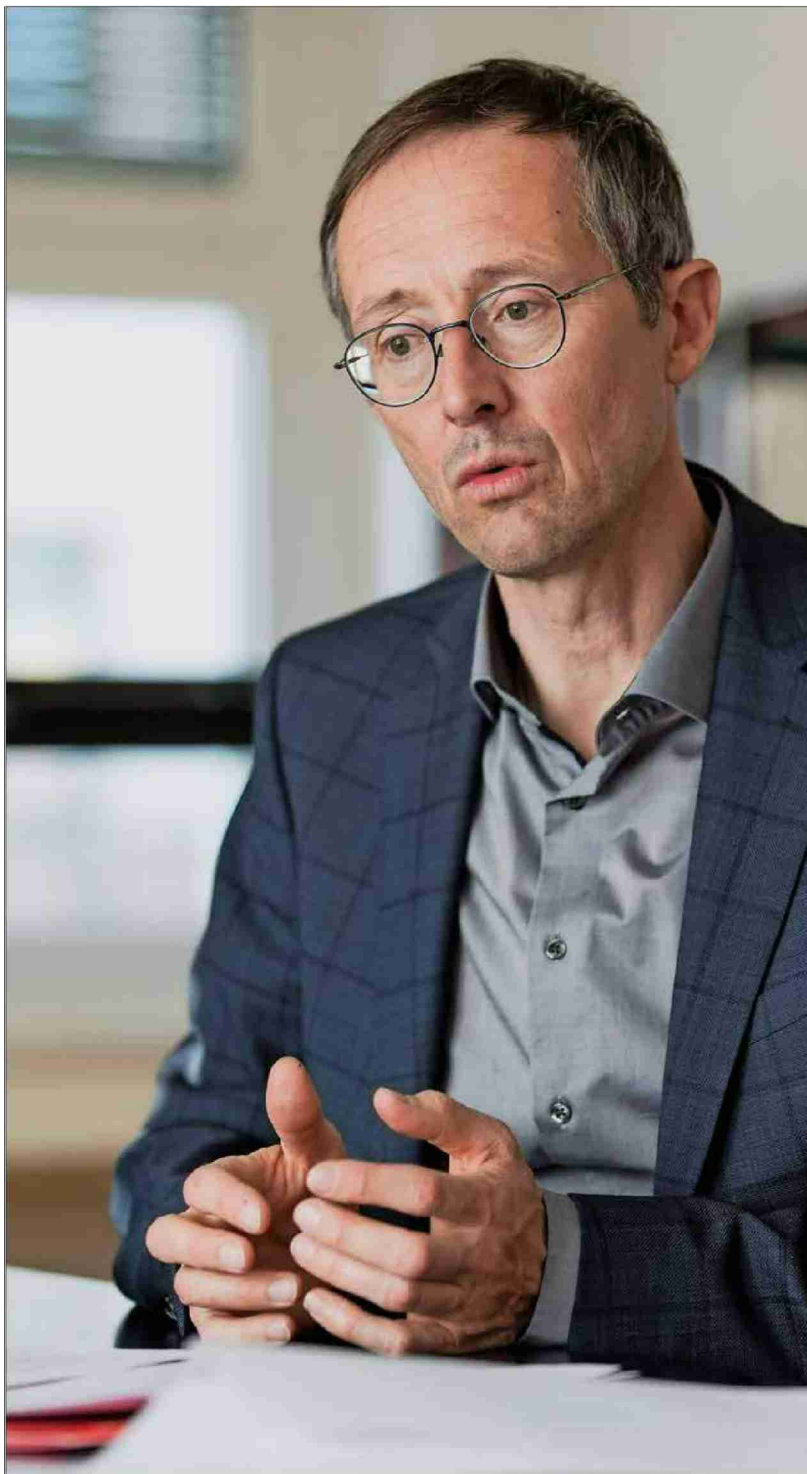
WWW.FR.CH

La Gruyère
1630 Bulle
026/ 919 69 00
www.lagruyere.ch/

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 13'357
Parution: 3x/semaine

Page: 2
Surface: 223'605 mm²

Ordre: 1088138 Référence: 76948773
N° de thème: 999.080 Coupure Page: 5/7



Le téléphone du directeur de l'Economie, Olivier Curty, a beaucoup sonné ces dernières semaines, notamment lorsque la décision

de poursuivre le travail sur les chantiers a été prise.

PHOTOS THOMAS DELLEY



«Une ouverture relativement offensive»

Qu'attendez-vous du Conseil fédéral en matière de sortie de crise?

En tant que membre de la Conférence des directeurs de l'économie publique, je vais participer demain (n.d.l.r. : mercredi) à une séance avec Alain Berset. J'attends un déconfinement progressif. En appliquant les prescriptions sanitaires qui fonctionnent aujourd'hui dans le commerce de détail, on pourrait imaginer ouvrir d'autres magasins, les écoles obligatoires et les marchés. Il faudra ensuite laisser passer deux semaines pour voir, grâce à un système de tests, si la courbe des infections reprend de l'élan.

Si c'est le cas, les autorités pourraient-elles revenir en arrière?

Oui. Mais s'il n'y a pas de conséquences néfastes, cela pourrait aller assez rapidement et d'autres secteurs pourraient être ouverts.

Quels secteurs faut-il débloquer en priorité?

Les petits magasins souffrent énormément, tout comme les indépendants, les professions de la santé ou la coiffure. Certains ont l'habitude de respecter des prescriptions sanitaires. Personnellement, je suis favorable à une ouverture relativement offensive du moment que les précautions sanitaires sont respectées. A Bulle, Liebherr a repris la production et cela semble fonctionner. Nous n'allons pas tenir très longtemps au niveau économique, il faut bien s'en rendre compte.



«Il ne faut pas tomber dans le piège et stopper complètement l'économie.»

OLIVIER CURTY

Comment vont faire les parents pour reprendre le travail, sans école, ni grands-parents?

A un moment donné, il faudra à nouveau envoyer les enfants à l'école, pour décharger les parents, mais aussi pour éviter un clivage entre les élèves qui ont de la facilité et ceux qui sont fortement pénalisés. Plusieurs concepts sont discutés: on pourrait par exemple convoquer en priorité les élèves les plus faibles.

La population n'a pas toujours compris les décisions des autorités, estimant que l'économie était privilégiée au détriment de la santé. Le déconfinement est-il possible sans risque?

Les mesures prises par la Confédération et le canton disent le contraire. Le fait qu'il n'y ait pas eu de propagation incontrôlable du virus montre clairement que nous avons mis la priorité sur la santé. Il ne faut pas tomber dans le piège et stopper complètement l'économie. **DM**



«Comme regarder dans une boule de cristal»

Le conseiller fédéral Guy Parmelin estime que le taux de chômage pourrait grimper à 7% après la crise. Faut-il s'attendre à de tels chiffres dans le canton?

Mes services ont rédigé ce week-end une note de 10 pages à l'intention du Conseil d'Etat. Mais c'est comme regarder dans une boule de cristal. De nouveaux pronostics sortent toutes les semaines. Et ils deviennent de pire en pire. Je ne peux pas vous donner de chiffres, je peux juste vous dire qu'ils sont inquiétants. Plus longtemps la crise durera, plus gros seront les dégâts.

Vous rangez-vous du côté des optimistes, qui prévoient un redémarrage de l'économie, ou des pessimistes, qui prédisent une longue période de décroissance?

Un ministre de l'Economie pessimiste ne serait pas un bon ministre. Je suis persuadé, connaissant l'économie fribourgeoise, qu'elle fera preuve de créativité et mettra beaucoup d'énergie pour sortir de la crise. Certaines entreprises ont déjà profité de la pandémie pour revoir leurs processus de production et réfléchir à de nouveaux marchés. Je reste vraiment confiant. Mais il ne faut pas sous-estimer cette crise, qui dépasse tout ce que nous avons vécu au cours des dernières décennies.

Cette mauvaise situation économique va forcément se reporter sur les rentrées fiscales du canton et des communes. Va-t-on vers des années difficiles?

Probablement, nous pourrions difficilement y échapper. Les sociétés ne vont pas réaliser des bénéfices extraordinaires cette année.

Avez-vous déjà pris des mesures au niveau du canton? Des investissements seront-ils reportés?

Au contraire, nous discutons de la manière dont nous pouvons faire avancer les investissements. Je pense qu'il faut mettre le turbo pour permettre aux entreprises de redémarrer. Dans ce domaine, l'Etat aura un rôle important. Il faut éviter les obstacles administratifs et faire preuve de flexibilité. Rien que dans ma Direction, j'ai des investissements prévus à BlueFactory et Saint-Aubin pour plusieurs dizaines de millions.

Certaines voix critiques perçoivent dans cette crise la faillite d'un certain capitalisme... A-t-on favorisé l'économie au détriment de la santé, de l'éducation ou des infrastructures?

Il faut regarder pays par pays. J'aurais de la peine à accuser la Suisse de négligence. En tout temps, l'Etat doit être en mesure de protéger, soigner et nourrir son peuple. Il y a peut-être des réflexions à faire dans ce domaine.

En matière économique, y aura-t-il un avant et un après cette pandémie?

Oui, mais sera-t-il durable? J'espère que quelque chose de positif en sortira malgré tout. Il faut peut-être repenser un peu la mondialisation, pour qu'elle soit davantage compatible avec l'autosuffisance dans certains domaines comme la santé ou l'agriculture. Miser davantage sur la durabilité, réfléchir à notre manière de consommer et modifier nos habitudes de voyages.

A titre personnel, cette crise m'apprend à me concentrer sur les dossiers prioritaires, tout en me tenant à l'écart de la politique politicienne. Il faut faire avancer ce qui a vraiment une influence sur le développement du canton. Ça ne paie pas forcément au niveau politique, parce que ce n'est pas très spectaculaire. Mais je pense que ce style est efficace et qu'il fera la différence.

DOMINIQUE MEYLAN